



FONCTIONS PUBLIQUES ET ASSIMILES

COMMUNIQUE

PARIS LE 19 SEPTEMBRE 2007

Fonction publique : Nicolas Sarkozy propose un pacte écrit à l'encre libérale !

Après les attaques contre le droit de grève dans les transports, les annonces sur les régimes spéciaux qui préfigurent l'allongement de la durée de cotisation pour tous les salariés et les franchises médicales qui vont peser sur les malades, Nicolas Sarkozy a présenté son plan pour la Fonction Publique. Dans son discours, tout apparaît comme si les règles de gestion des personnels n'avaient pas changé depuis 1958 et étaient archaïques. Pourtant des réformes profondes se sont succédées ces dernières années entraînant suppressions d'emplois, dégradations des conditions de travail et sape du service public. Nicolas Sarkozy veut taper plus loin et plus fort et sa référence à 1958 sert de couverture pour pouvoir annoncer la casse du statut des personnels.

L'Union syndicale Solidaires est prête à avoir un dialogue social constructif sur les missions de services publics. Mais le président propose une logique perdante, perdant pour les usagers, perdant pour les personnels. Le Chef de l'Etat, avant même de pouvoir diagnostiquer les besoins réels en matière de services publics, décide de continuer sa logique de suppression d'emplois massive. Pour l'Union syndicale Solidaires la politique de l'emploi dans la fonction publique devrait d'abord être déterminée par les besoins de la population en matière de services publics et leur amélioration.

Les réformes annoncées, avec comme arme la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et les suppressions d'emplois, entraîneront la fermeture de services publics de proximité Ceci aura comme conséquence une dégradation de l'égalité d'accès au service public pour les citoyens et entraînera pour les personnels, une mobilité présentée par le Président, comme choisie, mais qui deviendra, de fait, une mobilité subie.

La vision des règles de gestion qu'a le Chef de l'Etat est d'accélérer l'individualisation dans la gestion et la rémunération. Elle nous entraîne vers une fonction publique resserrée sur des métiers où les personnels seront choisis par entretien individuel (fin des concours), malléables dans leur affectation et bloqués dans leur carrière et dans leur pouvoir d'achat. Cette vision est conforme à l'idéologie du Président : individualisme, mérite et bénéfice pour une petite minorité. Quant aux heures supplémentaires, elles seront, à l'instar du privé, imposées par l'administration, le manque d'effectif ou par les difficultés à boucler les fins de mois.

La « refondation » que nous propose Nicolas Sarkozy va peser lourdement sur les conditions de vie et de travail des personnels. Le Pacte services publics 2012 de Nicolas Sarkozy ressemble à un pacte avec le diable. Le contrat est présenté de manière flatteuse et alléchante mais pourrait à terme faire perdre son âme à la Fonction publique.

Le Chef de l'Etat n'a pas répondu aux exigences des personnels sur le pouvoir d'achat et ignore l'appel unitaire des organisations syndicales à ouvrir des négociations salariales. Il mène une politique contraire aux revendications de personnels sur l'emploi, les conditions de travail et la défense des services publics.

L'Union syndicale Solidaires appelle à construire dans l'unité les mobilisations unitaires nécessaires face à ces attaques sans précédent qui s'inscrivent dans une offensive généralisée contre tous les salariés du privé comme du public et contre les chômeurs et les précaires.

Union syndicale Solidaires
93 bis rue de Montreuil 75011 Paris
01 58 39 30 11 / fax 01 43 67 62 14
coordfp@solidaires.org <http://www.solidaires.org>